

Arrêt

n° 324 709 du 8 avril 2025
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LE PRÉSIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 7 octobre 2024, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 26 août 2024.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 14 octobre 2024 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 10 mars 2025 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 18 mars 2025.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 19 janvier 2004, la requérante, de nationalité marocaine, a introduit une demande de visa court séjour touristique auprès de l'Ambassade de Belgique à Casablanca. Cette demande a été refusée le 3 mars 2004.

1.2. Le 5 août 2004, la requérante a introduit une demande de visa pour une visite familiale. Cette demande a été refusée le 1^{er} octobre 2004. Le recours en annulation introduit contre cette décision auprès du Conseil d'Etat a été rejeté par l'arrêt n° 209 080 du 23 novembre 2010.

1.3. Le 26 janvier 2015, la requérante a introduit une nouvelle demande de visa court séjour pour une visite familiale. Cette demande a été rejetée le 16 avril 2015.

1.4. Le 31 mars 2023, la requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en qualité d'autre membre de la famille de Monsieur [B.A.R.], son beau-frère, de nationalité espagnole. Cette demande a été complétée le 4 mai 2023.

1.5. Le 9 janvier 2024, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20) à l'encontre de la requérante. Cette décision n'a fait l'objet d'aucun recours.

1.6. Le 8 mars 2024, la requérante a introduit une nouvelle demande de carte de séjour en la même qualité.

1.7. Le 31 mai et le 5 juin 2024, la requérante a transmis des documents complémentaires à l'appui de sa demande.

1.8. Le 12 août 2024, l'Officier de l'État civil de la ville de Bruxelles a signalé à la partie défenderesse le projet de mariage entre la requérante et Monsieur [E. K. Y.], de nationalité belge.

1.9. Le 26 août 2024, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20) à l'encontre de la requérante. Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 08.03.2024, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [B. A. R.] (NN [XXXXXXXXXXXX]) sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, l'intéressée a produit la preuve de son identité, de sa parenté avec [B. A. R.] (NN [XXXXXXXXXXXX]), des bordereaux d'envois d'argent, des éléments relatifs aux ressources de [B. A. R.], une attestation d'absence de bien immobilier au Maroc.

Selon l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980, sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union ... les membres de la famille, non visés à l'article 40bis §2 qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union.

L'intéressée n'établit pas qu'elle était à charge de la personne ouvrant le droit au séjour lorsqu'elle résidait dans son pays de provenance avant son arrivée en Belgique. Elle démontre pas qu'elle était sans ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays de provenance, et que sa situation financière nécessitait une prise en charge de la personne qui ouvre le droit au séjour. l'attestation de non-imposition à la TH-TSC n° 81/2023 datée du 16/01/2023 de même que l'attestation du revenu n° 81/2023 datée du 16/01/2023 ne sont pas prises en considération en raison de vices de forme dans leur rédaction. En effet, l'absence de données officielles devant figurer sur pareils documents tels que l'identifiant fiscal et/ou le code de vérification place l'administration de l'Office des étrangers dans l'impossibilité de vérifier leur authenticité sur les sites officiels <https://attestation.tax.gov.ma/attestations/verifAttest.htm> et <https://www.tax.gov.ma/wps/portal/DGI/Accueil>.

Par conséquent, l'inobservation de telles formalités requises pour la rédaction de ce type de document constitue un vice de forme qui les frappent de nullité.

D'autre part, le certificat de charge de famille n° 4 daté du 3/01/2023 qui déclare que l'ouvrant droit a à sa charge Mme [G. K.] n'est pas pris en compte. En effet, ce document a été établi sur une simple déclaration sur l'honneur du requérant. De plus, M. [B. A. R.] (NN [XXXXXXXXXXXX]), n'a pas démontré qu'il bénéficie des réductions d'impôt pour charge de famille au titre de sa belle-sœur (la requérante) conformément aux articles 74 et 75 du Code Général des Impôts [(Institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le Dahir n° 1-06-232 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété].

La personne concernée est tenue d'apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Il incombe donc à la personne concernée d'invoquer ou fournir d'elle-même l'ensemble des éléments utiles à l'appui de sa demande et il n'appartient pas à l'Office des étrangers de l'entendre préalablement à l'adoption de la présente décision.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 1°/2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 08.03.2024 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La requérante prend notamment un premier moyen, visant la décision de refus de séjour, de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 47/1, § 2, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, du « devoir de diligence », de « l'obligation de motivation matérielle », ainsi que du « droit de l'Union européenne ».

2.2. Après un rappel théorique et jurisprudentiel des principes et dispositions visés au moyen, la requérante fait valoir ce qui suit : « 8. Wat de bewijsstukken in deze betreffen, legde verzoekster het volgende neer:

Er werden maar liefst 9 bewijzen van geldverzekeringen voorgelegd, stuk voor stuk dateren van vóór de komst van verzoekster naar België, waardoor het gaat om bewijzen van steun 'in het verleden'. (stuk 5) Verwerende partij neemt niet eens de moeite om deze geldverzekeringen te bespreken in de bestreden beslissing. Dit terwijl de geldverzekeringen frequent zijn en deze aanzienlijke bedragen bevatten waarmee verzoekster in haar levensonderhoud kon voorzien. Doch hierop komt geen enkele commentaar vanwege verwerende partij. Om te beginnen wenst verzoekster nogmaals te wijzen op de tekst van artikel 47/3, §2 Vreemdelingenwet: [...].

Het bewijs van geldverzekeringen toont aan dat verzoekster wel degelijk ten laste was van de referentiepersoon. Ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelde reeds in deze zin (RvV 28 augustus 2019, arrest nr. 225 307): [...].

Feit is dat er 9 bewijzen van geldverzekeringen voorliggen: in een periode van een jaar (vanaf mei 2022 t.e.m. januari 2023) voor de komst naar België (01.2023 -> zie administratief dossier van verwerende partij) werd verzoekster elke maand financieel gesteund door de referentiepersoon in het land van herkomst, waarbij het telkens gaat om aanzienlijke bedragen per keer. Het valt daarbij op dat deze bedragen zeer consequent werden overgemaakt (elke maand een bedrag van 155-170 euro), hetgeen dus gezien kan worden als een vorm van inkomen dat verzoekster kreeg om in haar levensonderhoud voor deze maanden te voorzien. Deze geldverzekeringen dateren van de periode voorafgaand aan de komst naar België en zijn dus zwart op wit een bewijs zijn van 'financiële steun in het verleden, zoals de wet vereist. Verwerende partij weigert deze geldverzekeringen te bespreken hetgeen dus een schending uitmaakt van de formele motiveringsplicht. Sterker nog, verwerende partij heeft zelfs niet de moeite genomen om de nieuwe stukken die verzoekster bij huidige aanvraag bijbracht te bekijken daar deze klakkeloos dezelfde motivering hanteert als bij haar eerste beslissing dd. 09.01.2024. Er werd op geen enkele manier rekening gehouden met de nieuwe voorgelegde stukken. (Stuk 4) Het middel is dan ook gegrond.

9. Verzoekster heeft daarnaast ook op afdoende wijze aangetoond dat zij in Marokko onvoldoende inkomsten en middelen had. Zo legt zij volgende stukken voor: Attestation du revenu nr. 81/2023 dd. 16.01.2023 vergezeld van een apostille waaruit blijkt dat verzoekster geen enkele vorm van inkomsten had in het jaar 2022 (stuk 12.a) Attestation de non-imposition a la TH-TSC dd. 16.01.2023 vergezeld van een apostille waaruit blijkt dat verzoekster geen woontaks diende te betalen in Marokko (stuk 12.b) Verwerende partij weert deze attesten in hun volledigheid, omdat ze meent dat deze attesten niet correct zouden zijn. Er wordt namelijk getwijfeld aan de echtheid van de attesten. Echter is dit argument geheel onterecht. Ten eerste zijn beide attesten voorzien van een apostille. Ten tweede is het niet aan verwerende partij om zonder meer te stellen dat deze attesten niet correct zouden zijn of dat deze niet zouden zijn opgesteld door officiële instanties. Als verwerende partij volhardt in de betwisting dient zij een bijkomend onderzoek te starten en kon

zij bijvoorbeeld simpelweg aan de Marokkaanse ambassade vragen stellen over de echtheid van de attesten. Verwerende partij ondernam hierin geen enkele stap en wijst deze attesten zonder meer af. Dit kan natuurlijk niet. De attesten werden niettemin afgeleverd door een (lokale) officiële Marokkaanse overheid, waardoor er wel degelijk bewijswaarde aan mag worden gehecht. Uw Raad oordeelde ook reeds in deze zin (zie bv. RvV 18 januari 2022, nr. 266 907: [...] ; of ook bv. RvV 7 juni 2022, nr. 273 725: [...]).

Attestation administrative dd. 04.03.2024 m.b.t. het feit dat verzoekster geen enkele vorm van inkomen heeft genoten gedurende de jaren 2022 en 2023 (Stuk 6) Attest waaruit blijkt dat verzoekster geen onroerende eigendommen bezit te Marokko (Stuk 7) Attestation de prise en charge, zijnde een attest van tenlasteneming dd. 04.03.2024 waaruit blijkt dat de referentiepersoon steeds al verzoekster ten laste heeft genomen (Stuk 8) Attestation administrative dd. 04.03.2024, zijnde een attest dat bevestigt dat verzoekster Marokko heeft verlaten in januari 2023. (Stuk 9) Attestation de non-imposition à la taxe d'habitation – taxe sevicees communaux, attestatation de revenu voor 2022 en 2023 en certificat de non-imposition dd. 05.03.2024, zijnde allen attesten die het onvermogen van verzoekster in de periode 2022-2023 aantonen. (Stuk 15)

Al deze attesten werden voor de eerste keer voorgelegd bij huidige aanvraag, doch verwerende partij nam niet eens de moeite deze attesten te bespreken. Nochtans wordt de behoefte van verzoekster wel degelijk aangetoond door de combinatie van al deze bewijsstukken: attesten geen inkomsten, geen eigendommen, financiële steun, ... en dit concreet attest toont dus aan dat verzoekster geen belastingen op onroerende eigendom diende te betalen, daar zij geen enkele onroerende eigendom of titel bezat in Marokko! Het is dan ook onbegrijpelijk dat verwerende partij deze stukken naast zich neerlegt en er zich louter toe beperkt om de vorige beslissing klakkeloos te kopiëren. Certificat de charge de famille, zijnde een attest tot tenlasteneming (Stuk 13) Déclaration sur l'honneur, zijnde een verklaring op eer vanwege de referentiepersoon houdende het feit dat hij zijn schoonzus (verzoekster) ten laste neemt. (Stuk 14) Het aanslagbiljet in de personenbelasting dd. 10.2023, hetgeen de inkomsten van de referentiepersoon aantoont. (Stuk 20)

Het eerste en tweede attest worden door verwerende partij niet aanvaard, omdat het enkel om een eigen verklaring op eer zou zijn van de referentiepersoon en dus geen bewijskracht zou hebben. Daarnaast zou het dan niet aangetoond zijn dat verzoekster bij hem fiscaal ten laste zou zijn cfr. art. 74 en 75 van het wetboek van de inkomstenbelasting. Dit is voor verzoekster niet duidelijk. In combinatie van alle elementen, ook trouwens de verklaring van de Marokkaanse overheid (stuk 8), blijkt duidelijk dat de referentiepersoon verzoekster al jaar en dag ten laste neemt. Uiteraard is een verklaring op eer dan natuurlijk nodig om aan te tonen dat de referentiepersoon dit effectief doet.

Het is duidelijk dat verzoekster in het mate van het mogelijke heeft aangetoond dat zij op alle vlakken onvermogen was, reden waarom zij financieel gesteund werd door de referentiepersoon, in de jaren voorafgaand aan de komst naar België en dus 'in het verleden': op alle vlakken bewijs zij haar onvermogenheid (geen inkomsten, geen beroep, geen eigendommen, geen belastingen, ...).

Het kan niet dat verwerende partij enerzijds alle nieuwe stukken niet bepreekt en anderzijds de stukken die ze wel bespreek stuk voor stuk afwijst zonder enig onderzoek te voeren naar hun echtheid.

Welke bewijzen dient verzoekster dan wél voor te leggen? Het betreffen officiële attesten vanwege officiële (lokale) autoriteiten allen vergezeld van een apostille. Verzoekster heeft dus gedaan wat van haar verwacht werd: nl. het ten laste zijn in het verleden in het herkomstland bewezen, waarbij zij zelf onvermogen was en daarom financieel afhankelijk.

Uw Raad oordeelde reeds in deze zin; een arrest waaruit volgt dat verwerende partij niet het onmogelijke bewijs van de verzoeker kan verwachten (RvV 18 januari 2022, nr. 266 907) : [...].

Of ook (RvV 7 juni 2022, nr. 273 725): [...].

Of nog eenzelfde motivering in RvV 8 maart 2022, nr. 269 526.

Uit het administratief dossier, en uit de stukken daarin, blijkt met andere woorden zeer duidelijk dat verzoekster heeft aangetoond in het verleden ten laste te zijn geweest van de referentiepersoon. De voorgelegde geldverzendingen tonen dit aan. Immers, voorafgaand aan verzoekster haar inschrijving in België en dus voorafgaand aan de (eerste) aanvraag tot gezinshereniging, werd er op meerdere ogenblikken geld overgemaakt aan verzoekster, dewelke zij nodig had om te kunnen voorzien in haar basisbehoeften gelet op haar aangetoonde onvermogenheid in Marokko.

Verwerende partij heeft aldus haar motiveringsverplichting geschonden, alsook haar zorgvuldigheids- en redelijkheidsbeginsel, daar zij de huidige aanvraag met de huidige stukken op afdoende wijze had moeten onderzoeken. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond.

10. Tot slot toonde verzoekster ook aan dat de referentiepersoon in de mogelijkheid is om haar ten laste te nemen, aan de hand van de volgende stukken: Het aanslagbiljet in de personenbelasting vanwege de referentiepersoon hetgeen een volledig zicht geeft op het gezinsinkomen (stuk 20) Loonfiches referentiepersoon (stuk 21) Attest MHM Services m.b.t. inkomsten referentiepersoon (stuk 10) Attesten tenlasteneming (stuk 8 + 13) Dit aspect wordt niet betwist. Bovendien doet de referentiepersoon dit al jaren.

11. De aanvraag van verzoekster dient gekaderd te worden binnen het Unierecht, omdat de referentiepersoon een EU-burger is. De bepaling uit artikel 47 Vreemdelingenwet dient te worden uitgelegd en te worden toegepast op een wijze die verenigbaar is met het Unierecht. Lidstaten zijn er immers toe gehouden hun nationale recht conform het Unierecht uit te leggen (HvJ 6 november 2003, C-101-01, Lindqvist, punt 87; HvJ 26 juni 2007, C-305/05, Orde des barreaux francophones et germanophone e.a., punt 28). Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dient de nationale rechter bijgevolg bij de toepassing van het nationale recht dit recht zoveel mogelijk uit te leggen in het licht van de bewoordingen en het doel van de betrokken richtlijn teneinde het daarmee beoogde resultaat te bereiken en aldus te voldoen aan artikel 288, 3e alinea van het VWEU. De verplichting tot richtlijnconforme uitlegging is namelijk inherent aan het systeem van het VWEU gezien het de nationale rechter in staat stelt om, binnen het kader van zijn bevoegdheden, de volle werking van het recht van de Unie te verzekeren bij de beslissing van de bij hem aanhangige geschillen (HvJ 5 oktober 2004, C-397/01-C-403/01, Pfeiffer e.a., Jurispr. I-8835, punt 114; HvJ 23 april 2009, C-378/07-C-380/07, Angelidaki e.a., Jurispr. I-3071, punt 197-198; HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Küçükdeveci, Jurispr. I-365, punt 48; HvJ 13 november 1990, C-106/89, Marleasing, punt 8). De nationale rechter dient tevens, als gevolg van de in artikel 4, 3e lid VEU bepaalde samenwerkingsplicht en loyaliteitsbeginsel, rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie reeds aan de bepalingen van het Unierecht heeft gegeven. Door de bestreden beslissing dient verzoekster evenwel het land te verlaten, met het gevolg dat de referentiepersoon gescheiden dient te leven van verzoekster. Hierdoor wordt het recht van de Unieburger om zich vrij te bewegen en te vestigen in de EU beknót.

12. De bestreden beslissing schendt dus het Unierecht, in het bijzonder het recht van vrij verkeer van de referentiepersoon. Naast de vereiste dat verzoekster de financiële afhankelijkheidsrelatie met de referentiepersoon moet bewijzen, heeft de Belgische wetgever in artikel 47/3 Vreemdelingenwet tevens bepaald dat de aanvraag van het betrokken familielid erop moet zijn gericht om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen. Dit blijkt duidelijk uit de bewoordingen in artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet: "die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen". De Belgische interne bepalingen moeten worden gelezen in het licht van de doelstellingen van artikel 3, lid 2, Burgerschapsrichtlijn; doelstellingen die erin bestaan om het vrij verkeer van de burgers van de Unie te vergemakkelijken en de eenheid van het gezin te bevorderen (cf. conclusie van advocaat-generaal Y. BOT van 27 maart 2012 in de zaak C-83/11 voor het Hof, nrs. 36 en 37). De eventuele weigering om een verblijf toe te staan aan een familielid van een burger van de Unie (feitelijke partner of een persoon die deel uitmaakt van het gezin of ten laste is van deze burger van de Unie) zou, zelfs indien deze persoon geen nauwe verwant is, immers ertoe kunnen leiden dat de burger van de Unie wordt ontmoedigd om vrij naar een andere lidstaat van de Europese Unie te reizen. Dit zou bijgevolg een belemmering kunnen vormen voor het uitoefenen van het recht op vrij verkeer en verblijf, alsook afbreuk doen aan het nuttige effect van het burgerschap van de Unie. Het verlenen van een verblijfsrecht op grond van de artikelen 47/1, 1°, en 47/3 Vreemdelingenwet moet dus tot doel hebben te voorkomen dat de betrokken burger van de Unie mogelijk afziet van het uitoefenen van zijn recht op vrij verkeer omdat hij zich in België (dit is het gastland) niet zou kunnen laten vergezellen of vervoegen door welbepaalde familieleden. De in artikel 47/3 Vreemdelingenwet voorziene voorwaarde dat de aanvraag van het 'ander' familielid, zoals bedoeld in artikel 47/1, 1° van diezelfde wet, erop gericht moet zijn om de burger van de Unie te begeleiden of zich bij hem te voegen, moet dan ook in het licht van deze doelstelling worden begrepen (RvV 30 maart 2020, arrest nr. 234 623). In dit aangehaalde arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen werd uiteindelijk beslist dat het vrij verkeer van de referentiepersoon (Nederlandse onderdaan) niet dreigde geschonden te worden door het niet-toekennen van het verblijfsrecht aan diens broer, omdat de referentiepersoon reeds sinds 13.12.2013 ononderbroken in België verbleef. Uit voornoemde rechtspraak kan men dus in casu een schending van het vrij verkeer van de referentiepersoon afleiden, omdat hij zich - door de weigeringsbeslissing ten aanzien van verzoekster - niet kan laten vergezellen door verzoekster in België. Het middel is om alle bovengenoemde redenen gegrond ».

3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. S'agissant du premier moyen, l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable au moment de la prise de l'acte attaqué et sur lequel se fonde celui-ci, est libellé comme suit : « Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : 1° [...] 2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, § 2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ; 3° [...] ».

L'article 47/3, § 2, de la même loi dispose comme suit : « *Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage. Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié* ».

Il résulte de ces deux dispositions que l'étranger qui sollicite, sur la base de l'article 47/1, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, doit démontrer qu'il remplit l'une des conditions légales suivantes :

- soit fournir la preuve qu'il est à charge, dans le pays de provenance, du citoyen de l'Union européenne qu'il rejoint ;

- soit fournir la preuve qu'il fait partie, dans le pays de provenance, du ménage du citoyen de l'Union européenne.

Les deux conditions visent des hypothèses distinctes. Elles ne sont pas cumulatives et doivent être présentes dans le pays de provenance ou d'origine, ainsi que les articles 47/1, alinéa 1^{er}, 2°, et 47/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 l'indiquent clairement.

De plus, la Cour de justice de l'Union européenne a, dans son arrêt Yunying Jia, précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ». Il ressort dudit arrêt que : « [...] l'article 1^{er}, paragraphe 1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci » (CJUE, 9 janvier 2007, Yunying Jia, C-1/05, § 43).

Le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre de ce contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. En l'espèce, l'acte attaqué est fondé sur le constat selon lequel l'« *intéressée n'établit pas qu'elle était à charge de la personne ouvrant le droit au séjour lorsqu'elle résidait dans son pays de provenance avant son arrivée en Belgique. Elle démontre pas qu'elle était sans ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays de provenance, et que sa situation financière nécessitait une prise en charge de la personne qui ouvre le droit au séjour* ».

3.3. La requérante conteste la motivation de l'acte attaqué relative aux attestations du revenu et de non-imposition n° 81/2023 datées du 16 janvier 2023 produites à l'appui de sa demande, en ce que la partie défenderesse considère que celles-ci « *ne sont pas prises en considération en raison de vices de forme dans leur rédaction. En effet, l'absence de données officielles devant figurer sur pareil document tels que l'identifiant fiscal et/ou le code de vérification place l'administration de l'Office des étrangers dans l'impossibilité de vérifier leur authenticité sur les sites officiels <https://attestation.tax.gov.ma/attestations/verifAttest.htm> et <https://www.tax.gov.ma/wps/portal/DGI/Accueil>. Par conséquent, l'inobservation de telles formalités requises pour la rédaction de ce type de document constitue un vice de forme qui les frappent de nullité* ».

A cet égard, le Conseil observe que lesdits documents, intitulés « *Attestation du revenu* » et « *Attestation de non-imposition à la TH-TSC* », sont établis sur un papier à en-tête du « *Royaume du Maroc - Ministère de l'Economie et des Finances - Direction Générale des impôts – Direction provinciale Nador - Subdivision Polyvalente des Impôts DRIOUCH* », portant le cachet de la Subdivision Polyvalente de Driouech ainsi que la signature d'un Sieur B. J., identifié comme l'inspecteur des impôts. Ce dernier y déclare, après avoir identifié le contribuable, à savoir la requérante, que « *L'intéressé ne souscrit pas de déclarations du revenu global*

auprès de la direction générale des impôts 2022 » et qu'elle n' « est pas imposable en matière de taxe d'habitation et de taxe des services communaux dans le ressort Du Royaume du Maroc ».

Le Conseil constate que la partie défenderesse se contente de remettre en cause la force probante de cette attestation, mais sans remettre en cause les informations qui y figurent ou la qualité de la personne qui l'a établie, à savoir l' « *inspecteur des impôts* ».

En outre, en ce que la partie défenderesse soutient que lesdits documents ne mentionnent pas le numéro d'identifiant fiscal de la requérante, le Conseil constate que la partie défenderesse ne fournit aucune information quant à cet « *identifiant fiscal* » et ce « *code de vérification* » que devraient revêtir les documents fiscaux produits, ni dans l'acte attaqué, ni dans le dossier administratif. Cette motivation ne permet dès lors pas de comprendre en quoi l'absence d'un tel identifiant fiscal ou code de vérification serait de nature à remettre en question l'authenticité des documents produits.

Il en est d'autant plus ainsi que la page internet visée par le premier lien internet, mentionné par la partie défenderesse dans l'acte attaqué, n'existe plus ou a été déplacée, de sorte que le Conseil n'est pas en mesure de vérifier l'exactitude des propos de la partie défenderesse selon lesquels « *l'absence de données officielles devant figurer sur pareil document tels que l'identifiant fiscal et/ou le code de vérification place l'administration de l'Office des étrangers dans l'impossibilité de vérifier leur authenticité sur les sites* » et que le second lien internet mentionné dans l'acte attaqué renvoie de manière générale à la page d'accueil du site internet concernant la « *Direction Générale des Impôts* », et non vers des informations relatives au numéro d'identification fiscale ou au code d'identification.

Par ailleurs, le Conseil rappelle que la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961 prévoit, en son article 3, que « *La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document. [...]* ». L'article 5 de cette Convention prévoit que l'apostille « *atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu* ». Les attestations en question étant chacune accompagnée d'une apostille, le Conseil estime que la partie défenderesse est malvenue de contester leur authenticité. Il lui incombait, à tout le moins, de prendre en considération les éléments contenus dans ces documents.

3.4. S'agissant de la motivation de l'acte attaqué selon laquelle « *le certificat de charge de famille n° 4 daté du 3/01/2023 qui déclare que l'ouvrant droit a à sa charge Mme [G. K.] n'est pas pris en compte. En effet, ce document a été établi sur une simple déclaration sur l'honneur du requérant* », le Conseil observe qu'il n'apparaît nullement à la lecture de ce certificat qu'il aurait été rédigé sur la base des déclarations de la requérante. En effet, le certificat de charge de famille précise que « *Nous, le Président de la Commune d'Iferni. Certifions que : [...] L'intéressé a à sa charge le membre de sa famille suivant : - [K. G.] [...]. En foi de quoi, nous lui délivrons la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit. Fait à Iferni-le : 03/01/2023 Le président, [C. M.]* », sans qu'il ne soit fait mention d'une quelconque « *déclaration sur l'honneur souscrite par l'intéressé* » à l'image de l'attestation de non-imposition à la TH-TSC n°81/2023 du 16 janvier 2023. Par conséquent, le Conseil estime, à l'instar de la requérante, qu'il n'est pas en mesure de comprendre en quoi ce certificat devrait être considéré comme un document non probant.

3.5. L'argumentation développée par la partie défenderesse en termes de note d'observations n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent.

En effet, s'agissant de l'argument selon lequel la « *requérante n'a aucun intérêt à se prévaloir de la non prise en considération des nouvelles attestations administratives datées des 4 et 5 mars 2024 attestant qu'elle est était sans aucun revenu au cours des années 2022 et 2023 et qu'elle ne possède aucun bien immobilier au Maroc, dès lors qu'elles ne comportent pas davantage son numéro d'identification fiscale* », le Conseil observe que l' « *attestation de non-imposition à la taxe habitation-taxe de services communaux (TH-TSC)* », n° 14053/2024/1 du 14 mars 2024, figurant au dossier administratif, comporte bel et bien un « *code de vérification* », de sorte que l'argument est inopérant.

Quant à la motivation de l'acte attaqué selon laquelle le regroupant « *ne démontre pas qu'il bénéficie d'une réduction d'impôt pour les aides financières transférées à la partie requérante* », elle ne permet pas au requérant de comprendre les raisons pour lesquelles la partie défenderesse a considéré que la requérante n'était pas à charge du regroupant, cette dernière ayant produit, outre plusieurs bordereaux d'envois d'argent dont la partie défenderesse ne conteste pas le contenu, une attestation de prise en charge rédigée par le 3^{ème} vice-président du conseil de la commune d'Iferni, datée du 4 mars 2024 et figurant au dossier administratif, selon laquelle « *L'intéressée vivait sous la charge de son beau-frère [...] Durant son existence au Maroc* », que la partie défenderesse ne semble pas avoir prise en considération, ainsi que le relève la requérante, la motivation de l'acte attaqué restant muette quant audit document.

3.6. Au vu de ce qui précède, le premier moyen est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.7. Quant à l'ordre de quitter le territoire, le Conseil constate que la décision de refus de séjour étant annulée par le présent arrêt, la demande d'autorisation de séjour redevient pendante et requiert qu'une suite lui soit donnée avant d'ordonner l'éloignement de la requérante. L'ordre de quitter le territoire attaqué n'est partant pas compatible avec une telle demande et il s'impose dès lors, en tout état de cause, pour des raisons de sécurité juridique de l'annuler également.

4. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, pris le 26 août 2024, sont annulés.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit avril deux mille vingt-cinq par :

M. OSWALD, premier président,

E. TREFOIS, greffière.

La greffière, Le président,

E. TREFOIS

M. OSWALD